

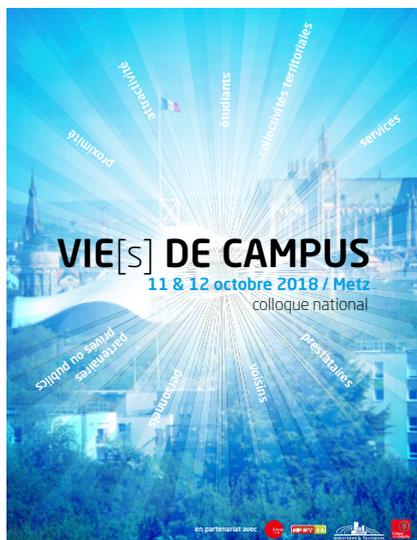
Universités & Territoires

n°125

25 septembre 2018

Sommaire

- **Page 2/3** : Programme de la 3^{ème} édition des RDVLE
- **Page 4 à 6** : Un véritable observatoire de la vie étudiante dans la métropole du grand Nancy
- **Page 8/9** : Les infos d'Erasmus Student Network France
- **Page 10** : Dans le port de Copenhague...
- **Page 11/12** : Partir avec Erasmus : à l'école de la différence ?
- **Page 13/14** : Des Ted Talks exploratoire pour « Démocratiser la réussite dans l'enseignement supérieur »
- **Page 15/16** : Les Crous et les défis du logement étudiant
- **Page 17** : La FAGE Lance un groupe de travail et de réflexion autour du logement des jeunes
- **Page 18/19** : Parcoursup : des premiers chiffres qui confirment des avancés en matière d'égalité des chances.



éditorial

Et pour les étudiant(e)s ?



Par Nicolas Delesque
Directeur de la publication

Le pouvoir d'achat des français semble être le sujet d'actualité de cette rentrée. Que ce soit pour les retraités ou les classes moyennes, les réformes du gouvernement semblent être analysées par ce prisme haut combien sensible dans l'électorat à l'aube d'échéances électorales. Et pour les étudiants ?

Sans entrer dans la comparaison des chiffres, les différentes enquêtes du CSA, de l'Unef ou de la FAGE ne prenant pas en compte les mêmes don-

nées, elles s'accordent sur un point : les études supérieures coûtent cher et les inégalités d'accès aux études perdurent. Autre point partagé par ces trois enquêtes, la part toujours plus importante des dépenses liées au logement, plus de 50% du budget pour les étudiants dé-cohabitants, avec toujours une hausse continue du prix des petites surfaces dans les grandes métropoles. La production de places supplémentaires en Résidence Etudiante est une des solutions pour stabiliser le marché locatif dans le parc diffus. Les Rendez-Vous du Logement Etudiant (RDVLE) seront pour la troisième année le lieu pour se retrouver, échanger, partager nos solutions pour créer et développer cette offre, et offrir à nos jeunes générations les moyens de leur réussite.

A bientôt, le 20 novembre prochain, à l'Université Paris-Dauphine, pour cette 3^{ème} édition des RDVLE ! ■



Le logement étudiant dans tous ses états

Depuis la 2^e édition des RDVLE, consacrée au « logement étudiant comme facteur d'attractivité pour les universités », la mission 60 000 a été lancée, et de nombreuses mesures concernant le logement et l'Université ont vu le jour. La 3^e édition des RDVLE qui se déroulera le 20 novembre 2018 à l'université Paris-Dauphine, permettra de dresser un bilan de ces évolutions. La perspective des élections européennes sera l'occasion de donner un coup de projecteur sur la question du logement des étudiants internationaux en France.

Les Rendez-vous du logement étudiant constituent un moment unique pour confronter réussites et difficultés et pour partager idées, projets futurs et innovations.

Les Rendez-vous du logement étudiant sont initiés par *Universités & Territoires* et ADELE, en partenariat avec l'université de Paris-Dauphine et le soutien de nombreux partenaires.

Les Rendez-vous du logement étudiant favorisent le dialogue entre professionnels de l'immobilier, universités, écoles, acteurs des territoires, pouvoirs publics et usagers.

Les Rendez-vous du logement étudiant ont lieu à Paris-Dauphine, une université qui s'implique dans le logement de ses étudiants et dans les métiers de l'immobilier.

MAJOR PARTENAIRE :

GROUPE
RÉSIDE ÉTUDES

PARTENAIRES PREMIUM :

EIFFAGE

CBRE

PARTENAIRES :

ARPEJ
RECHERCHES SUR LE LOGEMENT ET L'URBANISME

fac-habitat
fac-habitat.com

ActionLogement

Open Partners
Innovateur et développer urbain

MGEL
LOGEMENT

les Crous

AVEC LE SOUTIEN DE :

AFEV ★★

FAGE

AVUF
Association des Villes
Universitaires de France

SU
CONFÉDÉRATION
FRANÇAISE
DES UNIVERSITÉS

la Lettre
IM2

FR **ESN**
INTERNATIONAL EXCHANGE
GRADUATE STUDENT NETWORK

FN
UNIVERSITÉS
FRANÇAISES
DES SCIENCES
POLITIQUES

HOUSING
EUROPE

AIRES
Association interprofessionnelle des
Résidences Étudiantes et Services

MATINÉE

Accueil 8h30/9h

Accueil autour d'un café / thé / viennoiseries

Début des RDVLE 9h/9h30

Isabelle Huault – présidente de l'Université Paris Dauphine ouvrira la 3^e édition.

Présentation de la journée par Nicolas Delesque – Délégué Général des RDVLE. L'équipe des RDVLE a comme l'an dernier invité les Ministres en charge du Plan 60 000, Mme Vidal et M Denormandie, et pour cette année d'élections Européennes, Mme Loiseau, Ministre en charge des affaires européennes.

1^o Grande Table-ronde 9h30 - 11h

La mobilité régionale et internationale des étudiants : un devoir d'accueil !

En cette année d'élection européenne, nous échangerons autour des enjeux que représente la création d'une offre de logements dédiés aux étudiants pour accompagner les politiques d'accueil des établissements et des territoires. Quelles solutions de logement à développer ? Comment articuler le Plan 60 000 et les besoins des établissements ? Comment cette offre est organisée dans les autres pays européens ? Comment préparer le séjour des étudiants internationaux en France ?

1^o série d'ateliers professionnels 11h - 12h30

1 - Du coté des territoires : regard sur deux politiques territoriales d'accompagnement et d'incitation à la production

2 - Du coté des exploitants : la vie dans les résidences, l'animation, facteurs de bien être pour les étudiants

3 - Du coté des établissements : construire au sein des Universités, un objectif du plan 60 000

4 - Du coté des producteurs : un seul modèle de logement est il possible alors que les usages étudiants évoluent ?

A côtés 12h30 - 14h

Buffet déjeunatoire sur place avec le Crous de Paris, toute la journée, salon avec des exposants partenaires et espaces de rencontres

APRÈS-MIDI

2^o série d'ateliers professionnels 14h - 15h30

1 - Du coté des territoires : les observatoires territoriaux et l'observatoire national pour accompagner la décision

2 - Du coté des exploitants : des durées de séjours de plus en plus courtes, quelles adaptations réglementaires ?

3 - Du coté des établissements : accompagner les étudiants dans leur recherche, une mission partagée avec les établissements universitaires

4 - Du coté des producteurs : des nouveaux modes de construction pour atteindre les objectifs de production de 60 000 nouvelles places

2^o Grande Table-ronde 15h30 - 17h

Quelles réponses aux besoins divers des établissements ?

Les étudiants et les usagers des établissements sont de plus en plus divers, les déroulements des études se différencient, les besoins de services para-universitaires s'intensifient, et pourtant les offres restent la plus part du temps monotype au sein d'une résidence. Comment mixer des produits différents ? Peut-on avoir des formes d'exploitation souples pour faire face à ces besoins ? A quelles conditions mixer des publics ?

Cocktail de clôture 17h

Remise des premiers prix « Aux RDV du Logement étudiant »

Comment participer et s'inscrire ?

www.rdvle.com ou en nous contactant :
contact@rdvle.com

Un véritable observatoire de la vie étudiante dans la métropole du grand Nancy

Afin d'étudier les enjeux liés à l'enseignement supérieur, l'Agence de développement des territoires Nancy Sud Lorraine, Scalen a mis en place l'Observatoire de l'enseignement supérieur et de la vie étudiante, en lien avec la Métropole du Grand Nancy, l'Université de Lorraine, le Rectorat de l'Académie Nancy-Metz, et le Centre des œuvres universitaires et scolaires (CROUS) Lorraine. En voici de larges extraits.



Cet Observatoire permet de situer la question étudiante de la Métropole du Grand Nancy au sein de la région Grand Est, d'offrir des informations et éléments de repère sur la démographie universitaire, l'offre de formation, les logements dédiés et conditions de vie, et présente les évolutions universitaires en cours et à venir sur le territoire.

Cette nouvelle publication rend compte du travail d'actualisation de l'Observatoire réalisé par l'Agence en 2017.

50 980 étudiants en 2016-2017 dans la Métropole

Au 10e rang des agglomérations françaises (hors Île-de-France) en termes d'effectifs étudiants inscrits, la Métropole du Grand Nancy est le deuxième pôle d'enseignement supérieur de la région Grand Est. Quatre agglomérations concentrent 80% des étudiants de la nouvelle région : Strasbourg (63 410), Nancy (50 980), Reims (29 490) et Metz (22 560). Les deux premières se distinguent particulièrement, et représentent à elles seules 55% des effectifs étudiants du Grand Est.

À l'échelle de l'ancienne région lorraine, l'offre d'enseignement supérieur est polarisée par Nancy et Metz qui rassemblent 89 % des étudiants lorrains en 2016-2017.

Un réseau de petites et moyennes villes vient compléter cette offre : certaines concentrent jusqu'à 2 380 étudiants comme Épinal, tandis qu'une offre locale

les cahiers
DE SCALEN

#40
JUN 2018

VIE ÉTUDIANTE

LES ÉTUDIANTS DANS LA MÉTROPOLÉ DU GRAND NANCY

Afin d'étudier les enjeux liés à l'enseignement supérieur, Scalen a mis en place l'Observatoire de l'enseignement supérieur et de la vie étudiante, en lien avec la Métropole du Grand Nancy, l'Université de Lorraine, le Rectorat de l'Académie Nancy-Metz, et le Centre des œuvres universitaires et scolaires (CROUS) Lorraine. Cet Observatoire permet de situer la question étudiante de la Métropole du Grand Nancy au sein de la région Grand Est, d'offrir des informations et éléments de repère sur la démographie universitaire, l'offre de formation, les logements dédiés et conditions de vie, et présente les évolutions universitaires en cours et à venir sur le territoire.

Ce cahier rend compte du travail d'actualisation de l'Observatoire réalisé par l'Agence en 2017. L'année 2018 sera consacrée à une analyse beaucoup plus approfondie de la géographie étudiante, en particulier leur origine géographique, et complétée par des réflexions prospectives des pratiques et besoins en matière de logements. Ces éléments feront l'objet d'un nouveau cahier à paraître début 2019.

EN RÉSUMÉ

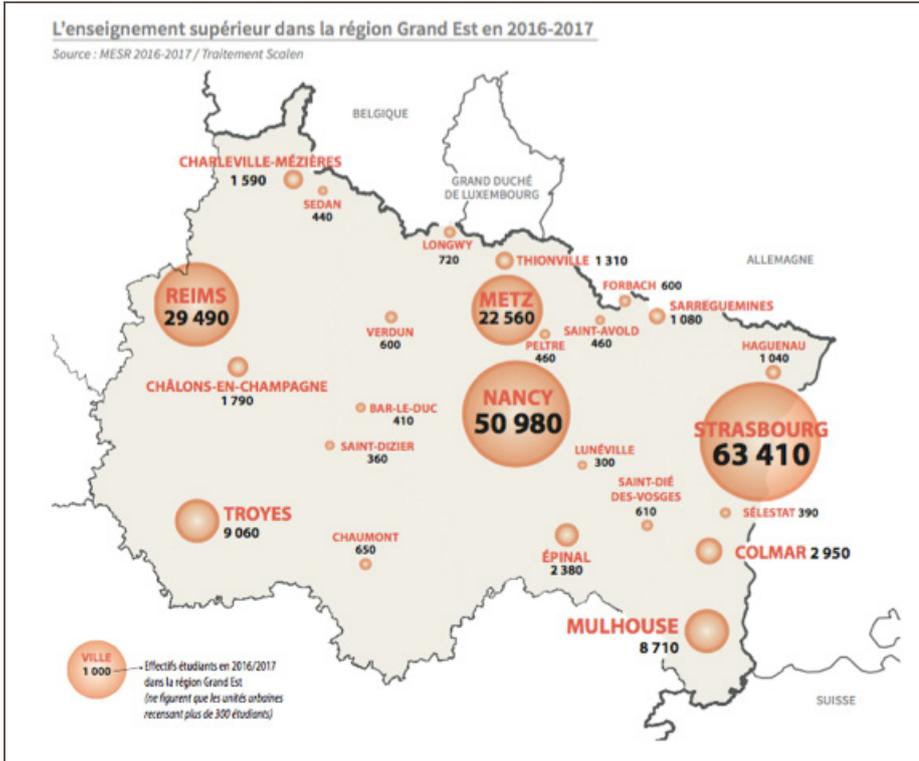
Avec 50 980 étudiants en 2016-2017, la Métropole du Grand Nancy est le deuxième pôle d'enseignement supérieur de la région Grand Est, derrière Strasbourg. Concentrant plusieurs grandes écoles et les 2/3 des cursus de l'Université de Lorraine, elle se distingue sur le plan national par une forte spécialisation dans les formations d'ingénieurs et les formations médicales.

Près d'1 habitant sur 5 de la Métropole est étudiant et 1 habitant sur 10 dans l'aire urbaine, ce qui en fait la 2^e aire française en termes de densité d'étudiants. Cette spécificité a des impacts sur le territoire : la présence des étudiants engendre des polarités spécifiques (écoles, facultés), et induit des besoins spécifiques en terme de logements et de services dédiés, rythme la vie urbaine par les temps forts étudiants (semestrialisation, rentrée universitaire, vie nocturne...), et influe sur les politiques locales.

SOMMAIRE

- 1/ Nancy, 2^e pôle d'enseignement supérieur de la région Grand Est
- 2/ Une forte spécialisation nancéenne dans les formations d'ingénieurs et médicales / paramédicales
- 3/ Le poids de l'Université de Lorraine dans la Métropole
- 4/ La progression du nombre d'étudiants étrangers
- 5/ Qui sont les étudiants de la Métropole ?
- 6/ Géographie de l'enseignement supérieur dans le Grand Nancy en 2015-2016

AGENCE DE DÉVELOPPEMENT DES TERRITOIRES NANCY SUD LORRAINE



l'actuelle structuration d'un Campus Biologie- Santé sur le pôle Henri Poincaré, qui concentrera sur un même site des laboratoires et des formations universitaires de santé.

12,8% des étudiants de l'Académie Nancy-Metz sont des étudiants étrangers

Dans un contexte concurrentiel, la France attire 324000 étudiants étrangers en 2016- 2017. Au sein de notre territoire, l'académie Nancy-Metz compte 10770 étudiants étrangers (12,8 %) dans l'enseignement supérieur, ce qui est un volume moyen. Environ 6 000 se localisent dans la Métropole du Grand Nancy.

En revanche, l'Académie figure en 8e place sur 27 en matière de proportion d'étudiants dans ses effectifs totaux, devant Grenoble et Rennes, mais après Strasbourg ou Montpellier. Avec une hausse de + 70 % d'étudiants étrangers entre 2010 et 2016, c'est aussi l'une des plus fortes progressions (+48% en France).

Près d'un étudiant sur deux exerce une activité rémunérée

La majorité des étudiants nancéiens déclare avoir assez d'argent pour couvrir leurs dépenses mensuelles. Mais ce n'est pas le cas pour 20 % de la population, qui dit connaître des difficultés financières importantes voire très importantes, soit 5 points de moins que la moyenne française.

Dans la Métropole du Grand Nancy en 2016, 46 % des étudiants ont une activité rémunérée dans l'année, tout comme à l'échelle nationale. Cette proportion reste stable depuis 2013, mais elle est à mettre en lien avec la progression du niveau de revenus issus d'une activité. Ainsi, ceux qui travaillent en plus de leurs études ont un emploi plus rémunérateur, ou ils consacrent plus de temps qu'auparavant à cette activité. Pour ceux qui travaillent durant la semaine, la moitié d'entre eux consacre 8 h contre 4 h pour ceux dont l'activité a lieu le weekend. Les revenus atteignent 740 €/mois en moyenne.

est assurée à travers la présence d'une ou deux formations (classe préparatoire, IUT, BTS) rassemblant entre 40 et 60 étudiants dans des villes comme Stenay ou Château-Salins, par exemple.

Une densité d'étudiants qui progresse

Avec 11,4 étudiants pour 100 habitants, Nancy se positionne au 2e rang des aires urbaines françaises en termes de densité d'étudiants derrière Montpellier, mais devant Strasbourg, Toulouse, Grenoble et Lille... C'est une place de mieux qu'en 2012. Le taux de scolarisation des 18-24 ans s'élève à 74,8 % en 2014 soit près de 26 points de plus que la moyenne régionale.

Une hausse des effectifs

L'évolution des effectifs étudiants dans la Métropole du Grand Nancy est similaire à l'ensemble de la région Grand Est : +18% entre 2001 et 2017. Cette hausse a suivi la même courbe que la tendance nationale, avec un léger repli des effectifs lors des rentrées 2007 et 2008, liée aux évolutions démographiques. La situation est tout de même moins favorable qu'à l'échelle nationale (+ 21 % sur

la même période). Parmi les agglomérations de la région Grand Est, Strasbourg tire son épingle du jeu (+ 25 %), Reims connaît une hausse plus modérée que Nancy (+11%), et Metz reste stable (+1%, qui cache une importante diminution d'effectifs jusqu'en 2013 avant un important rebond).

Une forte spécialisation en formations d'ingénieurs et de santé

En 2016-2017, on recense dans la Métropole 4 790 étudiants ingénieurs inscrits dans des écoles de renommée nationale voire internationale (Mines Nancy, Agro-ParisTech, École nationale supérieure de Géologie, Telecom Nancy...), soit plus d'1 étudiant sur 9. Nancy est la 4e agglomération française hors Île-de-France en matière de concentration d'étudiants dans ces formations, devançant ainsi Bordeaux, Nantes, Rennes ou encore Strasbourg.

Les Facultés de médecine, de pharmacie, ainsi que l'odontologie regroupent plus de 8100 étudiants à Nancy, soit près d'1 étudiant nancéen sur 6. Cette spécialisation nancéenne va d'autant plus se trouver renforcée à l'horizon 2018 par

Le niveau de loyer est attractif

La Métropole du Grand Nancy propose des loyers très accessibles par rapport à d'autres territoires tels que Rennes, Strasbourg, Toulouse, Montpellier... D'après l'Observatoire Local des Loyers (parc locatif privé) au 1er janvier 2016, le loyer médian du parc de la Métropole s'élève à 9,1 €/m² tout bien confondu, soit 460 €. On compte 335 € pour un appartement T1 ou 420 € pour un T2. A titre de comparaison le loyer médian à Strasbourg est de 9,8 €/m² soit 584 €.

Sur les 1 000 étudiants enquêtés dans la Métropole, 80 % n'habitent plus chez leurs parents, soit 10 points de plus que la moyenne nationale. Ils vivent soit dans un logement indépendant locatif où ils sont alors majoritairement seuls, bien que la colocation se développe ; soit dans une résidence collective du CROUS (environ 5 200 logements), ou plus rarement dans une résidence étudiante du parc privé. Les dé-cohabitants ne semblent pas connaître de freins majeurs pour trouver un logement étant donné que la recherche a duré moins de deux semaines pour la moitié d'entre eux, et que 4 étudiants sur 5 ont trouvé dans le mois. Une fois installés, près de 80 % d'entre eux se disent plutôt satisfaits de leur logement.

La durée du trajet domicile-lieu d'études est satisfaisante

Avec 21 minutes en moyenne, le temps de transport d'un aller logement-lieu d'étude des étudiants enquêtés au sein



de la Métropole est identique à celui des autres agglomérations de même taille. La moitié de cette population arrive même en 15 minutes, ce qui se traduit par une forte proportion de marcheurs (nette surreprésentation par rapport au niveau national) et d'utilisateurs de transports en commun.

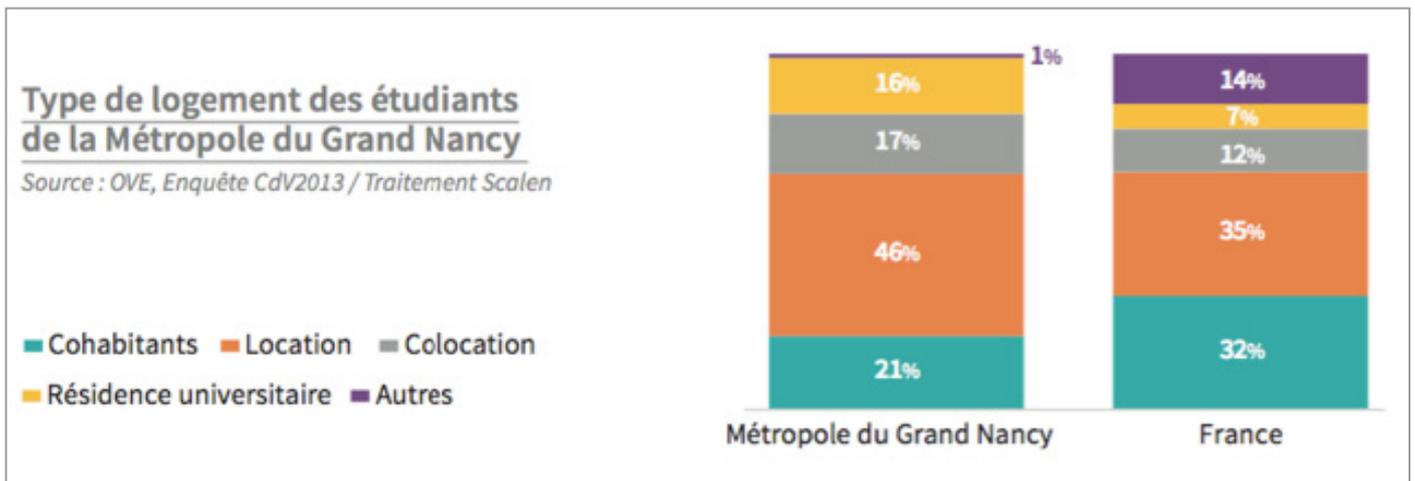
Le prix des transports en commun pour les étudiants non boursiers est légèrement supérieur à la moyenne nationale (252€/an). Par ailleurs il augmente de +2,4% en un an, ce qui impacte la hausse du coût global de la vie étudiante.

Néanmoins, le réseau Stan propose un abonnement illimité « moins de 26 ans

ou étudiant » à 21 €/mois, et la Métropole du Grand Nancy a mis en place un tarif boursier à 192 €/an pour les étudiants les plus précaires. Enfin, la Maison du Vélo du Grand Nancy propose aux étudiants de louer des vélos pour 55 €/an. ■

Info+

Rapport complet : <http://www.agencescalen.fr/lecteur-de-publications/les-cahiers-de-scalen-n40.html>



J'AI TROUVÉ UN LOGEMENT ✓

J'AI BESOIN D'UN GARANT ✓

IL ME SUFFIT D'UN CLIC POUR L'OBTENIR

VISALE. **FR**

CONNECTE EMPLOI ET LOGEMENT

GARANTIE SUR TOUTE LA DURÉE DU BAIL

NOUVEAU

ETUDIANT·E,
AYEZ LE RÉFLEXE VISALE.FR
LA SOLUTION 100 % GRATUITE
QUI VOUS OUVRE TOUTES LES PORTES !

*Dans la limite de 36 mensualités impayées de loyers et charges pour un logement du parc privé ou dans la limite de 9 mensualités pour un logement du parc social ou assimilé loué à un étudiant.

AFF-VISALE-ETUDIANT - Avril 2018 - Action Logement Services - Siège social : 66 avenue du Maine, 75662 Paris Cedex 14 - SAS au capital de 20 millions d'euros - Société de financement agréée - 824 541 148 RCS Paris - ORIAS 17006232.
Visale est une marque déposée pour le compte d'Action Logement et le site www.visale.fr appartient à l'APAGL. L'aide est soumise à conditions et octroyée sous réserve de l'accord d'Action Logement Services.
Pour connaître les modalités, consultez www.visale.fr.



Les infos d'Erasmus Student Network France

Erasmus Student Network France est un réseau associatif à but non-lucratif. Sa mission est d'accueillir les étudiants internationaux en France et de promouvoir la mobilité internationale et ses bienfaits auprès des jeunes.

Depuis juin dernier, le bureau de l'association Erasmus Student Network France a été renouvelé. Une nouvelle équipe de jeunes motivés a repris le flambeau, accompagnée de son fidèle conseil d'administration et de l'équipe permanente accueillant de nouveaux membres. Ainsi, cette belle équipe fraîchement élue occupera le rôle majeur de la gestion du réseau pour un mandat d'un an. De nombreux projets sont actuellement en cours, et notre équipe ne manque pas d'idées. Cette année sera pour le réseau une année de fête grâce à un projet précis. En effet, nous célébrerons au mois de novembre les 10 ans du

réseau Erasmus Student Network France. De nombreux événements seront prévus et les associations locales seront mises à l'honneur. Enfin, ce sera l'occasion de nous rendre compte du chemin parcouru, de réunir toutes les associations locales qui ont participé à ce réseau, et surtout de remercier chaque bénévoles qui, au fil des ans, ont construit cette belle association.

Le mois de septembre, mois de rentrée pour la plupart des étudiants, l'est aussi pour le réseau. Comment aborder le sujet de la rentrée sans aborder celui du Buddy System ? Dans le même ordre

d'idée, nous vous présenterons la plateforme Erasmusu, un bon moyen de trouver un logement.

LE BUDDY SYSTEM
<https://buddysystem.eu>

Le Buddy System est un système de parrainage entre les étudiants locaux et internationaux, développé depuis 2014 à Lille. Il s'agit de mettre en relation un étudiant international et un étudiant français selon des caractéristiques communes: université/école d'étude, langue-s parlée-s, hobbies/centre d'intérêts, etc. Une fois les deux jeunes choisis dans la base

de donnée, ils sont mis en contact via un mail automatique qui leur est envoyé, il ne leur reste alors plus qu'à échanger. Ce parrainage va permettre à cet étudiant international d'avoir un accueil personnalisé, afin d'avoir un accompagnement dans ses démarches administratives, lui faire découvrir la ville, ou lui apporter de l'aide de manière ponctuelle. Cela permet également aux étudiants français de côtoyer des jeunes d'autres pays et d'échanger avec eux. Tout étudiant peut devenir parrain, la demande se fait aisément sur la plateforme. En un clic vous pouvez devenir un repère essentiel à la vie de votre Buddy. Il s'agit d'une expérience unique, et si vous avez des questions, n'hésitez pas à contacter les associations locales appartenant au réseau Erasmus Student Network France. Ils se feront un plaisir de vous aiguiller dans cette démarche.

Depuis juin 2015, la seconde version de la plateforme a pu accueillir 25 000 utili-

sateurs, 145 nationalités différentes, avec 10 000 parrainages dans 30 villes françaises. En 2018, le projet Buddy System continue de se développer à l'échelle européenne grâce à l'obtention d'un financement Erasmus+ pour 3 ans. Cela va permettre entre autres la conduite d'une étude sur les bonnes pratiques en matière de parrainage, ainsi que le développement d'une plateforme complète et sécurisée à l'horizon 2020.

PARRAINE UN.E ÉTUDIANT.E
INTERNATIONAL.E DANS TA VILLE

INSCRIS-TOI SUR
buddysystem.eu

ERASMUSU
<https://erasmusu.com>

Erasmusu est une plateforme numérique, qui est un partenaire du réseau Erasmus Student Network. Si vous êtes étudiant, et que vous souhaitez partir en Erasmus, alors Erasmusu a été conçue pour vous. En effet, cette plateforme va vous permettre de faciliter votre implantation dans le pays où vous allez étudier. Pour cela rien de plus simple, choisissez votre ville, et trouvez votre logement, seul ou en colocation. Ne négligez pas cette partie, car un logement où vous vous sentirez bien participera à la réussite de votre voyage. Vous pouvez également trouver des témoignages pertinents sur différents points: logements, villes, et universités.

Alors, rayez de votre liste les problèmes de logement et venez découvrir cette plateforme. Votre expérience Erasmus commence ici ! ■

BUREAU 2018 - 2019



Charlotte
Présidente

president@ixesn.fr



Jordan
National Representative

nr@ixesn.fr



Fadile
Trésorier

tresorier@ixesn.fr



Julien
Vice-président Réseau

vp.reseau@ixesn.fr



Rachel
Vice-présidente Formation

vp.formation@ixesn.fr



Alizée
Vice-présidente Communication

communication@ixesn.fr



Michael
Administrateur Projets Web

wpa@ixesn.fr





Dans le port de Copenhague...

Par Pierre Yves Ollivier, Consultant indépendant - pierreyves.ollivier@gmail.com

On estime à qu'il manquera des logements pour 4 millions d'étudiants d'ici à 2025 en Europe. Bien sûr, ils trouveront toujours à se loger : «les étudiants sont débrouillards...» Mais à quel(s!) prix? En termes de loyers, mais aussi en termes de santé, de confort, de réussite dans les études et d'inégalités sociales ?

A l'automne 2013, le danois Kim LOU-DRUP a une idée pour résorber la pénurie : construire des modules de logements installés sur les zones d'eau proches voire au centre des grandes métropoles, là où à la fois les universités sont et où le coût de la vie est cher. Il veut ainsi court-circuiter la surenchère immobilière qui sévit sur les précieux m2 du centre-ville.

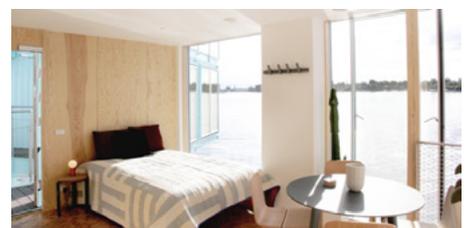
Le résultat est ainsi visible sur l'eau à l'été 2016 dans le port de Copenhague : URBAN RIGGER expose ses 9 containers disposés sur 2 étages et accueille au total 12 étudiants. Le concept a été rendu possible par la participation au projet de l'architecte local Bjarke Ingels (agence BIG).

Prévu pour être installé sur l'eau, seul ou en «grappes», le concept s'étend peu à peu à d'autres pays scandinaves et veut se vendre à l'international.

Info+ <http://www.urbanrigger.com>
<http://www.big.dk/#projects>

En bref...

- taille des appartements : 23 à 28 m2 chacun, 300m2 au total
- loyer de 600 € (cher, mais à Copenhague raisonnable)
- en partie basse : 3 containers offrant 3 logements
- en partie haute : 6 containers offrant 9 logements
- chambres et douches privatives dans chaque logement
- cuisine collective
- 160 m2 de cour intérieure végétalisée, incluant parking à vélo, barbecue, quai pour kayak
- 60 m2 de rooftop



Partir avec Erasmus : à l'école de la différence ?

Par Magali Ballatore MCF en sociologie,
chercheuse au Laboratoire méditerranéen de sociologie,
Aix-Marseille Université - The Conversation - 23 août 2018

Les étudiants qui ont bénéficié du programme de mobilité Erasmus, emploient volontiers les termes « d'aventure » et de « voyage ». Mais ils sont loin de ressembler tous aux personnages bohèmes dépeints par écrivains ou cinéastes. Souvent évoqué comme raison principale pour partir à l'étranger, l'apprentissage d'une langue étrangère est en général vécu comme un moyen d'augmenter ses chances d'accès aux filières sélectives ou de mieux s'insérer sur un marché du travail qualifié très compétitif, en raison de la massification scolaire. Pour un grand nombre d'étudiants, le désir de mobilité est souvent directement lié à la construction de projets académiques ou professionnels ambitieux, et quelquefois bien arrêtés.

Derrière ce désir de réussite scolaire et/ou professionnelle, il existe différentes manières de vivre l'expérience Erasmus. Si les étudiants eux-mêmes qui ont fait un séjour à l'étranger se présentent souvent comme plus « ouverts » que leurs confrères « sédentaires », ils sont en fait diversement préparés à ces nouveaux contextes d'apprentissage. L'échelle des comportements va ainsi du repli sur sa culture d'origine, avec un réinvestissement faible ou nul et l'absence de nouvelles mobilités, jusqu'à l'assimilation de la culture du milieu d'accueil et la volonté d'y résider définitivement.

Des stratégies variées

Ces attitudes ne sont pas fruits du hasard et proviennent en grande partie des « réinvestissements » espérés des compétences acquises et des aspirations professionnelles, elles-mêmes dépendantes



des situations socio-économiques dans lesquelles se trouvent les étudiants Erasmus avant leur séjour. En croisant les représentations des étudiants à différents moments du processus de mobilité, de la décision du séjour jusqu'à leur retour, voici la typologie des postures que l'on peut établir.

Le premier idéal-type, l'étudiant « défensif », lors du séjour, cherche à se construire pleinement en « étranger ». Il se tient donc « à distance raisonnable » des membres de leur pays d'accueil tout en maintenant des liens forts avec ceux de leur pays d'origine. Souvent désignés par les autres comme les représentants vivants de leurs pays, les porte-parole de mœurs et de pratiques, ces étudiants vivent l'expérience « Erasmus » comme une simple « parenthèse », n'appelant pas forcément de nouvelles mobilités.

Le second idéal-type, est l'étudiant « opportuniste », cherchant avant tout à s'adapter à son environnement. Il est doté d'une faculté toute particulière à synchroniser son comportement avec ce qu'il saisit d'une conduite type approuvée par les autochtones. De retour dans leur pays d'origine, ces étudiants tenteront de réutiliser leurs compétences acquises souvent tardivement, notamment linguistiques, dans des projets distinctifs et s'inscriront dans de nouvelles mobilités, qu'elles soient scolaires ou professionnelles.

Le troisième idéal-type, l'étudiant « transnational », en appelle au plurilinguisme et à l'esprit « cosmopolite ». Bien souvent, ce sont la naissance dans une famille mixte et/ou la mobilité professionnelle internationale d'un ou des deux parents qui ont ouvert ces étudiants

à une « socialisation internationale ». L'épreuve du voyage est perçue comme un accomplissement de dépositions anciennes. Ces étudiants vont donc à leur retour se tourner vers des carrières qui permettront de nouvelles expatriations, tout en gardant leurs repères nationaux, car l'international n'abolit pas le national.

Le dernier idéal-type est l'étudiant « converti », dont les facteurs répulsifs de la société et/ou de l'université ou la ville d'origine ont été déterminants, beaucoup plus que les facteurs attractifs du pays d'accueil. Même si cet étudiant n'avait pas de projet professionnel précis avant son départ, le séjour « Erasmus » est pour lui un révélateur, un moment de bifurcation, qui rompt avec la passivité, la politique des choix négatifs et le « laisser-aller », qui ordonnaient antérieurement son parcours scolaire. L'expérience entraîne pour lui, le désir de réorienter ou d'arrêter ses études.

Un autre rapport au savoir

Cette typologie, qui se base sur une comparaison internationale par étude de cas, lorsque le programme Erasmus ne concernait que l'enseignement supérieur, permet de mettre à distance l'idée d'un groupe Erasmus uniforme. Parler de « génération Erasmus » a également peu de sens, même si aujourd'hui Erasmus+ regroupe plusieurs dispositifs, à différents

niveaux éducatifs. Suivant le segment du système éducatif et l'établissement dans lesquels les apprenants sont inscrits, le programme Erasmus n'est pas au cœur des mêmes enjeux ni des mêmes attentes. Dans des filières universitaires massifiées, il permet de construire un rapport personnel au savoir.

Il est intéressant là encore de voir qu'à l'idée répandue que le séjour Erasmus transforme chacun de manière radicale, les étudiants, lorsqu'ils s'expriment librement et longuement, reconnaissent eux-mêmes les limites d'un tel procédé révolutionnaire. Les changements se situent ainsi davantage dans la façon de se penser, que dans la façon d'être. En tous les cas, ils mettent en scène leur expérience, adoptent des stratégies de présentation de soi essentielles pour légitimer leur choix et consolider la valeur sociale de la mobilité internationale.

Un accompagnement à construire ?

Le programme Erasmus, dans sa forme, place au centre l'étudiant, plutôt que des équipes pédagogiques « bi-nationales » autour de projets « cognitifs » communs. Il consacre par là même idéologiquement les théories de l'apprentissage qui font du sujet l'acteur de son propre savoir. « L'apprentissage expérientiel » est consensuel. Mais ce consensus est mal-

léable, voire manipulable : on peut être d'accord sur l'objectif, sans lui donner la même signification. Dans ce contexte, comment l'évaluer ? La mobilité institutionnalisée participerait-elle à la redéfinition des missions de l'Université ?

La confrontation quotidienne avec des formes de l'altérité, en se situant en marge, au sein de « cercles Erasmus » socialement homogènes, peut induire un abus des explications culturalistes. Ces dernières vident les cultures de leur complexité, de leur historicité et de leurs conflits internes. Chez beaucoup d'étudiants Erasmus, autrui est appréhendé sans tenir compte des processus liés à la diversification sociale et à la diversité socio-culturelle. Il y aurait un véritable travail de réflexion à mener sur la formation qui devrait accompagner la mobilité.

Livrés aux seules bonnes intentions des participants, dont les « capitaux » possédés varient, les échanges risquent fort sinon de creuser les écarts entre les bénéficiaires des séjours à l'étranger, en termes d'apprentissages. Les échanges universitaires sont trop souvent l'occasion de pointer des différences entre grandes entités au détriment des ressemblances ou de la pluralité interne. Appréhender une culture, n'est-ce pas dépasser une vision parcellaire, réduite à l'énumération de faits culturels, à une collection de rites et de mythes ? ■

Retrouvez toutes les archives
www.universites-territoires.fr



Des Ted Talks exploratoire pour « **Démocratiser la réussite dans l'enseignement supérieur** »

Le 26 juin dernier, l'Observatoire de la responsabilité sociétale des universités (ORSU) de l'Afev organisait ses premiers « ORSU Talks » au sein de l'auditorium du journal Le Monde. Une journée pleine consacrée à une thématique aussi vaste qu'essentielle : « Démocratiser la réussite dans l'enseignement supérieur ».

Animés par Jules Donzelot, sociologue, directeur scientifique du programme Démo'Campus, les cinq « Ted Talks » du matin visaient à éclairer en préambule les participants sur des initiatives spécifiques.

En premier lieu, le programme britannique Aimhigher (2004-2011), a été présenté par le directeur du département « Éducation » de l'Université de York Paul Wakeling. Il a tenté de résumer l'objectif du programme Aimhigher sous la formule « *raising aspirations* » (« élever les aspirations », soit un « *modèle aspirational* ») : par de telles démarches, on

visait à rendre l'Université moins étrangère, moins inaccessible, moins lointaine à des jeunes ne connaissant personne en ayant fait l'expérience. Depuis 1997 existe un consensus politique outre-Manche, ayant permis avec le temps de consolider un continuum d'interventions depuis l'école primaire, un véritable « cursus parallèle » au cursus scolaire à proprement parler, visant à corriger les éventuels défauts de ce dernier en termes de démocratisation de l'accès. « *Plus on intervient tôt, plus on a d'impact.* » Des moyens réels sont mobilisés en ce sens, puisque pour ne citer que l'Université de York, neuf personnes à temps plein se

consacrent exclusivement à cette question de la démocratisation du supérieur via Aimhigher – l'établissement assumant ainsi pleinement le fait d'être un acteur de la politique publique, en misant sur la coopération des différentes parties prenantes. Dès cette première intervention, la question de la nécessité d'une évaluation permanente d'un tel programme a également été mise en avant.

A son tour, le Docteur à l'Université Pompeu Fabra de Barcelone et Directeur académique du Clík (Center for Learning Innovation and Knowledge) Manel Jimenez-Morales est venu présenter à



l'assistance le projet catalan Prometeus, en face avancée d'expérimentation. Une démarche encore très locale, née d'une intuition, mais directement assimilable à la vision française de la politique de la ville, visant à lier un quartier très défavorisé à des infrastructures liées à la société de la connaissance. Comme pour Aimhigher, il s'agit encore une fois de se demander pourquoi certains jeunes s'interdisent d'opter pour le parcours universitaire, afin de les convaincre que de telles opportunités leur sont ouvertes. Quitte à transformer ceux qui ont bénéficié d'un tel programme en ambassadeurs principaux dudit programme, soit l'un des meilleurs moyens d'assurer sa poursuite comme d'en renforcer l'impact.

Ancienne bénévole de l'Afev, la directrice éditorial de Carenews Flavie Deprez est ensuite montée à la tribune pour livrer des réflexions éparses sur le sujet, en particulier sur le grand retard des universités françaises sur la question du numérique – un domaine qui évolue en outre à une vitesse incroyable, et auquel les actuels lycéens sont particulièrement rompus. « Le numérique joue bien plus sur le « apprendre à apprendre » que sur le « apprendre » tout court », a-t-elle déclaré, et permet des échanges dans les deux sens, à condition de ne pas tout miser sur lui au détriment du présentiel. Une réelle complémentarité de l'humain et du numérique appelée de leurs vœux par l'ensemble des participants.

Après une première séance de ques-

tions, ce fut au tour d'Inès Minin, Secrétaire nationale de la CFDT, de livrer une réflexion très applaudie sur la question de l'adéquation entre offres de formation et mutations du monde du travail. De fait, un parallèle existe entre un parcours professionnel au sein duquel il est désormais exigé de l'individu qu'il se fasse plus « acteur de son destin » qu'autrefois, et les attentes accrues en termes de prise de décision (et donc d'accompagnement ciblé, raisonné) des étudiants eux-mêmes au sein des parcours éducatifs. Les métiers évoluant de plus en plus vite, et avec eux les offres de formation y compris continue, la responsabilisation des professionnels comme des élèves à l'égard de leur propre parcours a augmenté. « *Ce qui n'est juste, selon Jules Donzelot, que si de l'autre côté les institutions acceptent réellement la responsabilité de devoir accompagner ces acteurs.* »

Pour clore la matinée, le Président de la commission Vie étudiante et Vie de campus de la CPU (Conférence des présidents d'université), Mathias Bernard est venu livrer le point de vue des responsables d'établissements eux-mêmes sur l'ensemble des problématiques abor-

dées. A la massification d'abord vécue comme subie par l'Université depuis plusieurs décennies a répondu une prise de conscience réelle de l'institution, sous différentes formes. Parmi les nombreuses pistes de travail envisagées, le Président de l'Université Clermont-Auvergne a également détaillé la nécessaire continuité entre les enseignements pré- et post-bac ; l'affirmation de la présence multiforme de l'Université sur des territoires (y compris ruraux) ; la diversification des dispositifs de formation (y compris le tutorat étudiant) ; le développement de la dimension vie étudiante dans le renforcement de la démocratisation de la vie académique ; ou encore l'indispensable renforcement des efforts de communication autour des expériences réussies et bonnes pratiques. Tout ceci afin d'envisager puis de lutter contre toutes les formes d'inégalité encore à l'œuvre au sein de l'Université française. ■



Les Crous et les défis du logement étudiant

Par Pierre Richter, Directeur Général du Crous Aix-Marseille Avignon, Président de l'association des DG de Crous

Sujet principal de préoccupation pour les étudiants à chaque rentrée en raison du poids majeur qu'il représente dans leur budget, le logement est et reste un sujet sensible. La démographie étudiante et la poursuite de la démocratisation de l'accès à l'enseignement supérieur face à une offre bon marché insuffisante en nombre expliquent les tensions en période de rentrée.

Dans ce contexte, où la réponse globale passe nécessairement par la diversité des solutions et la pluralité des acteurs, les Crous continuent de jouer un rôle majeur à la fois au profit des étudiants issus de milieux modestes, et des étudiants internationaux, notamment accueillis dans le cadre d'une mobilité encadrée. Selon les territoires, les Crous sont confrontés à deux défis : qualitatif, avec la réhabilitation du parc des logements construits dans les années 60 et 70, et quantitatif, avec l'augmentation indispensable de l'offre dans les sites en tension.

La réhabilitation du parc ancien

Le sujet de la réhabilitation est largement voire intégralement traité sur un grand nombre de sites, où les Crous complètent parfois les réhabilitations réalisées par des travaux plus ciblés sur la thématique du développement durable (isolation par l'extérieur, énergie solaire, etc), s'ils n'ont pas été menés lors du chantier de réhabilitation. Il reste un nombre minoritaire de sites où un travail considérable reste à accomplir en matière de réhabilitations. La différence entre les premiers et les seconds (académies de Nantes, d'Aix-Marseille et de Nice par exemple d'un côté, de Lille entre autres dans le second) tient très souvent à l'engagement des collectivités aux côtés de l'Etat (Crous et dispositifs de type CPER) pour accompagner les Crous dans leurs programmes de réhabilitation. Même s'il s'agit de bâtiments appartenant à l'Etat, dans le premier cas, les collectivités ont fait le choix de financer des programmes de réhabilitation, conscientes que ces opérations contribuent à l'attractivité générale du site universitaire. Les résultats sont au rendez-vous, et les disparités désormais fortes entre les ter-

ritoires, bien davantage qu'au début des années 2000, quand l'ensemble du parc était vétuste, et avait besoin de programmes massifs de réhabilitation. Le terme du programme des réhabilitations est cependant atteignable à un horizon de 3 ou 4 ans, et le nouveau défi, comme pour tout gestionnaire de patrimoine, sera alors la maintenance d'immeubles remis aux normes du début du 21^e siècle et des attentes des étudiants.

L'enjeu majeur : accroître l'offre

L'enjeu quantitatif est essentiel, et certainement le plus visible en période de rentrée, mais il ne touche pas les Crous dans des termes identiques. Dans certaines villes moyennes, les écarts de prix pour un studio sont assez faibles entre le parc du Crous et le secteur privé, en raison d'une situation générale détendue de l'immobilier. Dès lors que ces prix sont accessibles à l'ensemble des étudiants, il est évident que le lancement de nouveaux programmes immobiliers pour le compte du Crous pourrait produire des déséquilibres aux conséquences négatives pour l'ensemble du secteur.

C'est bien pourquoi une vision claire et précise de la situation est nécessaire pour tous, et que les Crous se réjouissent de la mise en place d'observatoires du logement étudiant sur les territoires : en permettant de réaliser des diagnostics partagés sur l'existant et sur les besoins à couvrir, observatoires pourront permettre d'orienter les politiques publiques en matière de logement étudiant dans plusieurs directions : aides ciblées à certains programmes publics, préconisations pour la délivrance des permis de construire, etc.

Dans les zones en tension, le plan 40 000 sous le quinquennat précédent, 60 000 sous ce quinquennat, doivent faciliter l'accès au logement des étudiants boursiers principalement, et par l'effet de l'offre nouvelle mise sur le marché, éviter une forte augmentation des tarifs dans le parc non conventionné.

L'augmentation de l'offre pour les Crous a pu se faire, dans un premier temps et surtout pour les Crous de province, par la valorisation du foncier d'Etat existant, géré par les Crous. Souvent bien placées à proximité des campus, les cités universitaires construites dans les années 60 offraient des possibilités d'extension que les Crous ont largement su saisir : à Aix-en-Provence, sur les 1015 logements supplémentaires mis à disposition des étudiants entre 2011 et 2017, 610 (sur 4 implantations) ont été construits dans ces conditions.

Pour l'essentiel, cette période est révolue, la valorisation du foncier propre ne pourra plus être que résiduelle, et la poursuite du développement du parc social des Crous ne peut passer que par l'acquisition ou la mise à disposition de foncier à des conditions satisfaisantes.

Diverses pistes se présentent :

- les collectivités, peuvent être concernées notamment lors de schémas structurants tels les CPER où la construction de logements doit accompagner celle de bâtiments d'enseignement et de recherche sur un nouveau campus en création,
- Les universités, dans une démarche de dévolution de leur patrimoine, ou d'autres établissements d'enseignement supérieur et de recherche peuvent aussi avoir intérêt à déve-



lopper l'offre de logement sur un campus et à travailler avec les Crous, dans un partenariat naturel, au profit de plusieurs catégories de publics : les étudiants au premier chef, mais aussi, de manière limitée, les chercheurs pour une offre de logements de courts et moyens séjours, que

les Crous développent de manière ciblée sur certains campus.

- Des partenariats ciblés avec des bailleurs sociaux constituent souvent la solution, sur des territoires en forte tension. Les montages juridiques et financiers doivent alors menés de manière équilibrée.

Les Crous ont développé leur offre de manière significative au cours des années écoulées, cette dynamique doit s'amplifier sur les territoires en tension, grâce à la mobilisation de l'ensemble des acteurs attachés à la notion d'égalité des chances, moteur de l'action des Crous. ■

Une réalisation récente du Crous : **la résidence Lucien Cornil, ouverte en 2017 à Marseille**

Ouverte à la rentrée 2017 à deux pas du campus de la Timone à Marseille, la résidence Lucien Cornil augmente l'offre de logements sur le campus « santé » de l'académie de 200 studios. Construit dans l'enceinte de la cité universitaire des années 60, le nouvel ensemble, en bois, a été édifié à l'emplacement de l'ancien restaurant du site, devenu sans utilité et fermé depuis une vingtaine d'années. Amianté, le bâtiment ne se prêtait pas à une transformation en logements, et a fait l'objet à l'automne 2014 d'une déconstruction menée avec soin, en raison du voisinage immédiat des premiers bâtiments de la cité universitaire.

En parallèle, le Crous, qui a assuré directement la maîtrise d'ouvrage de la construction, achevait la programmation et le bouclage du financement de l'opération, de 11 M€, démolition du restaurant universitaire comprise. Le lauréat du concours, l'agence A+, était désigné à l'automne 2015, et le chantier, démarré en juin 2016, était livré pour la rentrée de septembre 2017.

L'immeuble de 22 mètres de hauteur représente 4830 m² de surface de plancher sur 8 niveaux. Il propose de nombreux espaces collectifs (foyer, salle multimédia, salles de travail) qui complètent ceux de la cité universitaire existante.

Le choix du bois massif (CLT : cross laminated timber) a été audacieux pour un immeuble de cette hauteur. Il a permis de réduire les nuisances et la durée du chantier dans un quartier dense, il garantit une faible consommation d'énergie, un très bon confort thermique et acoustique. Le bâtiment est habillé d'une résille métallique (tôle ondulée perforée et bardeaux métalliques aluminium) qui répond à un double objectif : éviter l'impact visuel du vieillissement du bois, et jouer un rôle de filtre, pour protéger les espaces intérieurs de la lumière extérieure, et assurer l'intimité des espaces le soir. Claire et lumineuse, la résidence magnifie le site et au-delà, le quartier.



Grâce à l'apport financier du CPER (Etat et Région PACA à hauteur de 1 M€, ville de Marseille à hauteur de 500 K€), et à la mobilisation de fonds propres pour 500 K€, le Crous a emprunté 8 M€ pour le financement de l'opération, et peut ainsi proposer les studios de 16,5 m² à 303 € mensuels avant aide au logement, toutes dépenses comprises, y compris l'énergie et l'accès internet. Avec un coût résiduel de moins de 95 € par mois pour les étudiants boursiers, on comprend que la résidence soit plébiscitée par les étudiants du secteur. ■

La FAGE Lance un groupe de travail et de réflexion **autour du logement des jeunes**

Mardi 11 septembre 2018 s'est tenu dans les locaux de la FAGE le premier groupe de travail et de réflexion autour du logement des jeunes, réunissant différents acteurs du monde du logement, de l'enseignement supérieur ou encore du monde étudiant.

Ce groupe de travail fut l'occasion d'échanger autour des constats traversant le monde du logement des jeunes aujourd'hui, mais également de formuler des préconisations pour aboutir, demain, à une politique du logement des jeunes efficace et adaptée à toutes et tous.

Aujourd'hui, le logement doit être considéré comme un espace de socialisation et d'accès à l'autonomie, mais il est encore trop souvent cantonné à sa fonction technique de simple abri sans prise en compte de l'ensemble des dimensions de l'habitat.

Pour que cette vision réductrice de l'habitat évolue, il est nécessaire de créer une culture commune entre l'ensemble des acteurs, y compris les jeunes, premiers concernés par le logement de demain.

Ce groupe de travail fut l'occasion pour des fédérations d'associations étudiantes d'exprimer leurs problématiques propres, à l'instar de l'Association Nationale des Etudiants Sages-Femmes (ANESF) qui a indiqué que les stages dans leur filière imposaient parfois d'avoir un double lieu de résidence, ou encore l'Association des Etudiants en Médecine de France (ANEMF) qui a ajouté la problématique du logement de court-séjour lié au service sanitaire.

Chaque acteur invité a pu donner son avis et, dans une logique de création d'une culture commune entre les acteurs, chacun a pu présenter ses enjeux et le prisme au travers duquel est traitée la question du logement des jeunes en son sein. Philippe Campinchi et Nicolas Delesque, les organisateurs des Rendez-vous du logement étudiant, ont rappelé à juste titre le rôle des associations étudiantes à ce sujet, à la fois actrices, mais également por-

teuses de plaider, et cela en lien avec les autres acteurs. Elise Renaudin (AFEV) a rappelé l'aspect intégrateur de la colocation, notamment dans les villes que les jeunes ne connaissent pas, et l'ajout d'une dimension d'engagement permet d'aller encore plus loin dans cette dynamique d'intégration. Clothilde Marceau (CPU) a quant à elle rappelé que le travail autour du logement doit nécessairement se faire de manière partenariale, tout comme Catherine Graton (Fondation MACIF) qui a mis en avant la nécessité de coordonner les actions entre les différents acteurs. Mélanie Bourgeois (UNHAJ) a indiqué clairement que le logement est un lieu de vie et de construction de la citoyenneté. Elsa Filizetti (UNCLLAJ) a rappelé que si le monde du logement est complexe, il y a également une méconnaissance de la part des jeunes des aides et des structures d'accompagnement dans ce domaine.

Ces échanges ont permis dans un premier temps de dégager les grands sujets qui animent aujourd'hui le monde du logement des jeunes. Par la suite, les échanges se sont axés sur les moyens d'action au local. Clothilde Marceau (CPU) a indiqué que la FAGE est une structure faisant le lien entre les différents acteurs, le vice-président étudiant de l'université a la capacité de faire ce lien car in est inscrit sur

un territoire. Zoé Chaloin (FNAU) a rebondi sur cette présentation en précisant qu'il s'agissait là de tout l'enjeu du diagnostic local, que chacun amène sa connaissance pour mutualiser et éviter des aberrations.

Alors que l'on pense souvent au public étudiant de manière spécifique, les échanges ont permis de montrer qu'il était nécessaire de s'inscrire davantage dans une vision de parcours, que les jeunes, aujourd'hui, connaissent différentes situations au cours de leur vie. Cela nécessite, comme cela a été précisé par plusieurs acteurs lors de ce groupe de travail d'avoir des réponses modulables et des offres touchant de nombreux publics.

Au-delà de la diversité des publics à prendre en compte, il est par ailleurs essentiel de concevoir des espaces d'échanges entre les différents acteurs, mais comme le précise Nicolas Delesque (RDVLE), il faut également que ces espaces soit ouvert à l'ensemble des acteurs : beaucoup sont encore fermés aux étudiants par exemple.

Pour finir, ces échanges riches ont permis de se saisir les enjeux transversaux, de faire se rencontrer différents acteurs, et de commencer à imaginer des solutions pour y répondre. Alors que la FAGE développe des projets autour de l'accès au logement des jeunes, il est essentiel de construire collectivement une vision inspirante des enjeux du logement avec l'ensemble des acteurs. ■



ParcourSup : des premiers chiffres qui confirment des avancés en matière d'égalité des chances

Par Jimmy Losfeld, Président de la FAGE

Le 5 septembre dernier, la phase principale de la plateforme d'affectation ParcourSup s'est achevée. À l'issue de la procédure normale, 583 032 ont reçu une proposition d'admission dans l'enseignement supérieur, contre 541 204 en 2017 avec APB. C'est donc 40 000 étudiants en plus qui cette année vont pouvoir étudier dans une formation de leur choix. Pourtant, il restait le 5 septembre 7 745 candidats sans affectation dont 3 674 lycéens. En 2017 il restait autant de candidats néo-bachelier à la fin du mois de septembre, à l'issue de la phase complémentaire. Une légère avance positive qui doit permettre au Ministère de tout mettre en œuvre pour qu'il ne reste aucun candidat sur le carreau, comme la Ministre Frédérique Vidal l'a promis avant l'été. La FAGE attend de la Ministre qu'elle respecte sa promesse et invite les candidats sans affectation à s'inscrire à des formations avec la procédure complémentaire ou à solliciter la commission d'accès à l'enseignement supérieur.



Comme son prédécesseur, ParcourSup présente des limites techniques à surmonter mais il a permis des avancées non-négligeables en matière d'égalité des chances entre les candidats. Si une première analyse de la session d'affectation de 2018 est possible, il faudra attendre que le Ministère de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation publie l'ensemble des chiffres avant de pouvoir tirer un bilan complet et objectif.

La fin de la sélection par tirage au sort est une avancée, mais elle n'est pas significative. Pour la FAGE, l'enjeu de la loi ORE et de ParcourSup était en priorité de permettre à chaque jeune de s'inscrire et de réussir dans la formation de son choix et de limiter l'échec massif en licence, ce gâchis humain, problème majeur de nos Universités.

Si les performances techniques de ParcourSup ne font pas beaucoup mieux qu'APB, la non-hiérarchisation a le mérite

de permettre à l'ensemble des candidats de choisir en conscience durant l'été leur affectation définitive, limitant les mécanismes d'auto-censure qui minaient le fonctionnement d'APB. Désormais le processus est plus clair, et la plateforme révèle sans surprise les inégalités très importantes provenant du système éducatif français.

Le stress des candidats reste important, en particulier sur une période de quelques mois au milieu de laquelle se déroulent les épreuves du baccalauréat.

Outre la dimension technique de la plateforme, les premiers chiffres à l'issue de la procédure principale pointent des avancées substantielles en matière d'égalité des chances :

- La fin de la priorité académique et l'instauration de quota « mobilité » a permis de favoriser la mixité, notamment à Paris : au 6 septembre, plus de 43 % des candidats de l'académie de Créteil ont eu une proposition à Paris, contre 26 % avec APB.

- L'instauration de quota de boursiers et une meilleure politique d'admission des bacheliers professionnels et technologiques dans les formations courtes et professionnalisantes ont permis une affectation plus juste et plus efficace cette année pour ces deux publics : près de 65 % des bacheliers professionnels ont eu une proposition en STS, contre 53 % en fin de procédure en 2017 ; près de 21 % des bacheliers technologiques ont eu une proposition en DUT, contre 12 % en 2017.

La FAGE s'est donnée pour objectif d'obtenir plus de justice sociale tant dans l'accès que dans la réussite dans les études supérieures et ces premiers éléments montrent des avancées significatives en la matière. Il convient désormais d'analyser ces chiffres pour les 40% de formations sélectives, souvent très élitistes, comme les Prépas ou encore les écoles de commerce et d'ingénieurs. Dans les formations non-sélectives, 135 000 "oui si" ont été proposés. Ces parcours d'accompagnement per-

sonnalisés pour la réussite des étudiants doivent cependant se concrétiser et être efficaces pour aider les étudiants.

La FAGE rappelle que l'affectation de plus de 800 000 jeunes chaque année est un défi pour notre pays, mais c'est aussi un enjeu économique et social. Lutter contre le chômage massif des jeunes et permettre l'élévation du niveau de qualification global des nouvelles générations doit être une priorité. A ce titre il est nécessaire d'étudier précisément les questions de calendrier, car ajouter un mois dans la procédure d'affectation permettrait de rendre l'affectation plus efficace mais surtout moins anxiogène pour les candidats. De plus, la

FAGE propose de réintroduire la hiérarchisation des vœux exclusivement dans la phase complémentaire afin d'accélérer cette dernière. Au-delà de ces quelques propositions de bon sens, la FAGE formulera d'autres revendications d'amélioration pour la plateforme dès lors que l'ensemble des chiffres seront rendus publics. La FAGE appelle le Ministère à faire preuve de la plus grande transparence à cet égard comme cela fut le cas pendant la période d'affectation.

ParcourSup est l'un des éléments d'une réforme plus globale qui ambitionne d'améliorer l'articulation entre l'enseignement secondaire et l'enseignement supérieur :

le Plan Étudiants.

La FAGE reste attentive à ce que l'actualité de ParcourSup ne fasse pas oublier aux pouvoirs publics ses promesses sur l'orientation au lycée, sur la construction de 60 000 logements étudiants, sur l'évolution de la licence pour faciliter les réorientations et développer les pédagogies innovantes, sources de réussite pour le plus grand nombre.

La FAGE rappelle que seul un investissement budgétaire d'un milliard d'euros par an permettra de concrétiser la démocratisation de l'accès et de la réussite de l'enseignement supérieur. ■



Le logement étudiant dans tous ses états

Depuis la 2^e édition des RDVLE, consacrée au « logement étudiant comme facteur d'attractivité pour les universités », la mission 60 000 a été lancée, et de nombreuses mesures concernant le logement et l'Université ont vu le jour. La 3^e édition des RDVLE qui se déroulera le 20 novembre 2018 à l'université Paris-Dauphine, permettra de dresser un bilan de ces évolutions. La perspective des élections européennes sera l'occasion de donner un coup de projecteur sur la question du logement des étudiants internationaux en France.

Les Rendez-vous du logement étudiant constituent un moment unique pour confronter réussites et difficultés et pour partager idées, projets futurs et innovations.

Les Rendez-vous du logement étudiant sont initiés par *Universités & Territoires* et ADELE, en partenariat avec l'université de Paris-Dauphine et le soutien de nombreux partenaires.

Les Rendez-vous du logement étudiant favorisent le dialogue entre professionnels de l'immobilier, universités, écoles, acteurs des territoires, pouvoirs publics et usagers.

Les Rendez-vous du logement étudiant ont lieu à Paris-Dauphine, une université qui s'implique dans le logement de ses étudiants et dans les métiers de l'immobilier.

MAJOR PARTENAIRE :

GRUPE
RÉSIDE ÉTUDES

PARTENAIRE PREMIUM :

EIFPAGE **CBRE**

PARTENAIRE :

ARPEJ **fac-habitat** **ActionLogement** **Open Partners** **MGEL** **les Crous**

AVEC LE SOUTIEN DE :

AFEV **FAGE** **AVUF** **SU** **le 2** **FR** **ESN** **HOUSING EUROPE** **AIRES**

Universités & Territoires

Universités & Territoires ISSN 2263-8431

Directeur de la publication : Nicolas Delesque
Gérant : Philippe Campinchi (PCC)
Rédaction : Philippe Campinchi, Nicolas Delesque, François Perrin

Crédits photos et iconographies : DR, Fotolia
Tarifs d'abonnements : Individuel : 100 euros HT
Institutionnel : 500 euros HT

Parties prenantes : Convention particulière
Universités & Territoires : Chez PCC 19 rue Leconte de Lisle 75016 Paris Paris
Tél : 0684606274
E-mail : redaction@universites-territoires.fr

Universités & Territoires est une publication en participation.

VIE[S] DE CAMPUS

11 & 12 octobre 2018 / Metz
colloque national

proximité

attractivité

étudiants

collectivités territoriales

services

partenaires
privés ou publics

personnels

voisins

prestataires

en partenariat avec



VIE[S] DE CAMPUS

11 & 12 octobre 2018 / Metz

Colloque des acteurs de l'insertion urbaine des campus

JEUDI 11 OCTOBRE

Matinée

Visite sur le Campus du Technopole

10h00 - 12h00

- Rencontre avec les étudiants américains de Georgia Tech
- Echange avec d'autres étudiants et chercheurs internationaux sur les campus messins

Après-midi

Travaux sur le campus du Saulcy : l'ouverture des campus à la ville, et de la ville aux campus

14h00 - Séance d'ouverture

- Présentation de 30 affiches exposant des réalisations concrètes ou des projets avancés sur différents territoires, et échanges à bâton rompu avec les porteurs de projet

14h45 - Agir ensemble pour l'attractivité et les vies de campus

Table ronde animée par **Nathalie Milion** avec :

- **Gilbert Krausener** - Vice-Président de Metz Métropole, délégué de l'Enseignement Supérieur, la Recherche et l'Innovation, Adjoint au Maire de Metz
- **Guillaume Gellé** - Président de l'URCA, membre de la commission «Vie de Campus» de la CPU
- **Jean-François Béteau** - Président de la Fédération Nationale de Conseil en Action Sociale pour l'ESR
- **Jean-Marc Lambert** - Directeur Général du Crous de Lorraine

16h00 - L'ouverture des campus à la ville : incantation ou réalité ?

Regards croisés d'un chercheur en urbanisme et d'un responsable universitaire sur la place des campus dans le tissu urbain et les mouvements de transformation en cours.

- **Alain Bourdin** - Sociologue en urbanisme, professeur des universités à l'Institut Française d'Urbanisme
- **Vincent Huault** - Vice-Président Immobilier et Transition Energétique de l'Université de Lorraine, Maître de conférences

16h45 - Focus sur des expériences ou projets sur les territoires

Chairman : **Joël Guervenou**

- Les publics dans leur diversité : Nuit Textile (Rennes, A+U+C) ; Transformation du campus du Saulcy en éco village (Crous Lorraine) ; Festival Transfo GreEn-ER (Grenoble) ; Étudiant dans ma Ville (Metz)
- Lieux partagés : Campus comestible (Lille) ; Med'In (Nice, AFEV) ; Campus ARTEM (Grand Nancy) ; UBO Open Factory (Brest)
- L'entrepreneuriat étudiant, dispositif d'interaction des campus avec leurs écosystèmes socio-économiques.

18h00 - Guillaume Gellé - Président de l'URCA

Soirée à l'Hôtel de Ville de Metz

19h30 - Synthèse de la journée par une troupe de théâtre d'improvisation

20h00 - Apéritif puis dîner

Allocutions :

- **Dominique Gros** - Maire de Metz
- **Pierre Mutzenhardt** - Président de l'Université de Lorraine (représentant de la CPU)
- **Jean-François Béteau** - Président de la FNCAS

Matinée

Travaux sur le campus du Saulcy :

Les acteurs de la vie de campus en dialogue

9h00 - Accueil par l'Université de Lorraine, la Ville de Metz et le Crous Lorraine

Présentation du campus et de ses projets, par :

- **Laurence Canteri** - Vice-présidente de l'Université de Lorraine
- **Nadia Seghir** - Conseillère Municipale délégué à la Ville de Metz
- **Jean-Marc Lambert** - Directeur général du Crous Lorraine

9h30 - Successions de petites présentations, workshops sur différents lieux du Campus ou à l'extérieur propices dans le cadre de 3 parcours

Parcours 1 - Mobilités et Kaps

(proposé et organisé par Metz Métropole et l'Afev)

La mobilité, les plans de déplacement dans le Mettis - départ Square du Luxembourg vers Patrotte pour visite de colocation à projets solidaires, échanges avec les kapseurs

Parcours 2 - Rénovation et campus de demain

(proposé par le Crous et la Maison de l'étudiant de l'UL)

La relation avec les quartiers environnants, la coopération A l'épicerie Crous Market' du Campus Saulcy
La rénovation urbaine, le lien avec les QPV à définir

Parcours 3 - Cultures et riverains

(proposé par L'Université de Lorraine la Ville de Metz et le Crous)

L'accueil concerté des nouveaux arrivants (dans leur diversité de situations) Retour sur Echanges gourmands et les Welcome Days à la Direction des Relations Internationales de l'UL.
La culture comme élément structurant de la relation avec les habitants de la ville à l'Espace Bernard Marie Koltès.

11h30 - Débat de synthèse avec les participants

- Restitution très rapide des éléments saillants de chaque parcours
- Communication orale sur le Baromètre du bien-être de la vie étudiante de Besançon

12h30 - Allocutions de clôture

- **Catherine Vautrin** - Présidente de l'AVUF
- **Frédérique Vidal** - Ministre de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Innovation (*en cours de sollicitation*)

13h00 - Buffet déjeunatoire



VENDREDI 12 OCTOBRE

ÉTUDIANT DANS MA VILLE

initié par le service Jeunesse, Education Populaire et Vie Etudiante de la Ville de Metz, avec les jeunes en service civiques et les associations étudiantes, en partenariat avec la Région Grand Est, Metz Métropole, et l'Université de Lorraine



Étudiant dans ma Ville est programmée en général fin septembre, la 10^{ème} édition d'Étudiant dans ma Ville donnera rendez-vous, du 20 au 30 septembre 2018, aux étudiants et aux Messins, avec 10 jours d'animations et de fête (concerts, théâtre, courts-métrages, défilé des écoles, auberge espagnole...), partout dans la ville.

Objectifs

- accueillir les nouveaux étudiants lors d'un événement festif
- favoriser les contacts avec les associations et institutions qui interviennent dans le champ de la vie étudiante
- proposer aux associations déjà structurées, un espace d'expression et de valorisation de leurs actions
- fédérer les associations autour d'un projet commun et les encourager à s'engager dans d'autres actions tout en favorisant les initiatives collectives
- créer un lien pérenne entre les associations étudiantes, les étudiants messins, les habitants, les institutions et les lieux de vie du territoire

Elaboration du programme

- 7 réunions plénières de 3h30 chacune, avec 1h30 de préparation et 1h30 de travail « post réunion », soit 45h
- 1h30 de réunion à minima avec chacun des 79 partenaires, soit 119h
- des échanges nombreux via les réseaux sociaux, mails et appels téléphoniques...

Contenu Inauguration officielle de l'événement, soirées concerts (programmation éclectique) dans les lieux culturels et bars de la ville, pauses-déjeuners animées dans les resto U, cinéma, théâtre, soirées jeux dans les résidences universitaires, visites guidées (CPM, Arsenal...), dj set, tournois sportifs et e-sport, soirées transformistes, actions de sensibilisation au handicap (repas dans le noir), environnement (diffusion sur le campus du film Demain), village associatif « Bouge ton engagement », auberge espagnole, défilé des étudiants, concerts de clôture...



Budget : 35 578 € (hors valorisation) : 50% subventions versées aux associations étudiantes/ 50% frais de fonctionnement et communication



Communication Visuel réalisé par le service communication de la Ville, affiches Decaux, affiches A3, livrets, page Facebook, diffusion site internet et page Facebook Ville cloisons Lûra, flocage METTIS, roll-up, conférence de presse, arche village, partenariat radio, t-shirts organisateurs...

Bilan 2017

Le succès d'Étudiant dans ma Ville repose en partie sur la forte mobilisation des associations étudiantes et des partenaires de plus en plus nombreux. En 2017, 22 associations étudiantes et bureaux associatifs des grandes écoles se sont investis pour programmer durant 10 jours 36 événements ouverts à tous, avec le soutien de 76 partenaires, dans 31 lieux messins différents !



ÉCHANGES GOURMANDS

initié par le service Jeunesse, Education Populaire et Vie Etudiante de la Ville de Metz en partenariat avec le Crous Lorraine

Echanges Gourmands est programmé en général l'avant dernier week-end de novembre. La 9^{ème} édition est prévue les 17-18 novembre 2018



Objectifs

- permettre aux étudiants et familles de Metz et de son agglomération de vivre un moment convivial d'échanges culturels
- accueillir les nouveaux étudiants internationaux afin qu'ils s'approprient leur ville
- créer un lien pérenne entre les étudiants et les familles messines et de l'agglomération afin que les étudiants trouvent rapidement leurs repères dans leur nouvelle ville



Programme

- Samedi : accueil en musique des familles et des étudiants à l'Hôtel de Ville pour une première rencontre, en partenariat avec une association étudiante (Comme un Poisson dans l'Eau), temps officiel, buffet offert aux participants, stand photo-souvenir, visite guidée de la ville par l'Office de Tourisme, tours de grande roue et boisson chaudes en partenariat avec la Fédération des Commerçants
- Dimanche : les familles bénévoles accueillent les étudiants inscrits chez elles le temps d'un repas convivial

Gestion des inscriptions

Inscriptions gérées par le Crous, formulaire à renseigner en ligne sur leur site crous-lorraine.fr. Les participants (familles et étudiants) sont ensuite contactés pour convenir des modalités (nombre d'étudiants accueillis/famille, spécificités repas étudiants...)

Communication Visuel réalisé par le service communication de la Ville, affiches A3, flyers, diffusion dans les écoles, chez les commerçants (ville + agglomération), communiqué de presse, diffusion aux agents en interne, site internet + page Facebook de la ville et du Crous...



Budget : Frais de communication + cadeaux offerts aux participants environ 4 500 €

Bilan 2017 : Participation de 56 familles et 112 étudiants



LA CAMPUSSERIE

Une épicerie solidaire pour lutter contre la précarité étudiante

Un projet co-porté par l'université et une association réunissant étudiant.e.s et membres du personnel administratif et enseignant.

OBJECTIFS :

- Un dispositif pour répondre aux situations de précarité alimentaire, et aider les étudiant.e.s peu soutenu.e.s financièrement à mener à bien leur cursus.
- Un nouveau lieu, implanté dans la bibliothèque universitaire, réunissant un espace de vie étudiante (organisation d'ateliers, de donneries, de trocs, d'échanges de services, etc.) et une épicerie solidaire.



PARTENAIRES :

Andes, Fondation MACIF, Fondation AG2R La Mondiale, Fondation de Lille, Bonduelle, Métropole Européenne de Lille.

PUBLICS VISÉS :

50 bénéficiaires étudiants pour l'épicerie (extension possible au personnel) / lieu de vie ouvert à tou.te.s et aux partenaires (centre de santé, CROUS, associations étudiantes, du quartier, etc.)

BUDGET :

Investissement 2017 = 70k€ / fonctionnement 2018 = 12k€.

RETOURS (terrain & partenaires) :

Enquêtes régulières auprès des 50 bénéficiaires étudiants / comité de suivi avec les partenaires / intensification des liens avec le territoire et les associations / politique d'ouverture de la BU à tous les publics confortée.

CONTACTS

Emmanuelle Jourdan-Chartier (emmanuelle.jourdan-chartier@univ-lille.fr), vice-présidente Université citoyenne, Université de Lille et Jason (jas.hecquet@hotmail.fr), président de l'association *La Campusserie*
Adresse : Association La campusserie - Domaine universitaire Pont-de-Bois - 59653 Villeneuve d'Ascq

ÉPICERIE SOLIDAIRE

CAMPUS DE CENTRE VILLE L'expérimentation amiénoise

Préfiguration de la rue Saint Leu comme axe central du campus de centre ville

Axe historique de la ville, la rue Saint Leu constitue la colonne vertébrale du Schéma Urbain de l'Innovation (SUI) qui s'échelonne de la Citadelle, jusqu'à la gare. Bien qu'accueillant de nombreux équipements de recherche et d'enseignement et disposant d'éléments patrimoniaux remarquables, cette rue ne joue pas aujourd'hui son rôle structurant.

Avec cette démarche urbaine expérimentale la ville d'Amiens fait le pari d'une reconquête progressive de l'espace public par la mise en œuvre d'interventions rapides et visibles destinées à favoriser d'autres usages tout en accompagnant l'ouverture de la Citadelle aux étudiants pour la rentrée 2018.



CONTEXTE URBAIN

- Forte concentration d'équipements universitaires
- Un fonctionnement en silos indépendants, sans interactions
- Un isolement renforcé par un aménagement urbain inadapté
- La rue Saint-Leu qui ne joue pas son rôle d'axe urbain structurant



LA RUE SAINT LEU COMME DEMONSTRATEUR

- Accompagner l'ouverture de la citadelle
- Associer les différents usagers
- Des interventions évolutives, pour tester et faire évoluer
- Ré-enchanter la rue : nouvelles ambiances, situations de rencontres, temporalités d'usages



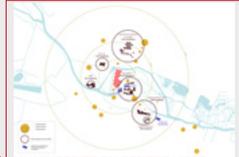
DEMARCHE DE CO-CONCEPTION

- Mise en place d'un dispositif particulier pour associer le plus largement possible tous les acteurs : de la définition des besoins, en passant par l'évaluation des aménagements réalisés et jusqu'aux retours d'usages.



DEVELOPPER DE NOUVEAUX USAGES

- Mise en scène de parcours dans la ville
- Animation de l'espace public
- Faire sortir les lieux de création et de savoir dans la rue



L'UNIVERSITE EN CENTRE VILLE
 - 30 000 étudiants à Amiens
 - Une volonté de ramener l'université en centre ville initiée dès les années 60
 - 8 UFR, 3 grandes écoles, 6 plateformes technologiques mutualisées et 23 laboratoires concentrés dans l'Hyper centre
 - Ouverture du campus de la Citadelle en septembre 2018



LE SCHEMA URBAIN DE L'INNOVATION
 - Espace public comme levier de développement
 - Mise en réseau des lieux d'innovations
 - Générer du foncier et de l'immobilier pour les porteurs de projets



LOGIQUE DE RECONQUETE PROGRESSIVE
 Temps 1 - « la préfiguration » : amener une image positive de la rue, sans intervention lourde.
 Temps 2 - « l'activation » : montée en gamme des matériaux, végétalisation, activation des commerces et utilisation des façades ;
 Temps 3 - « la mutation » : Une fois les usages stabilisés, mise en œuvre d'aménagements plus importants



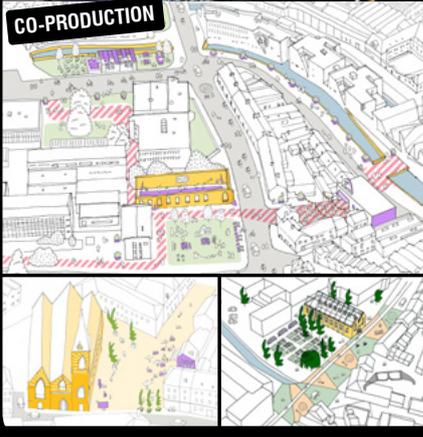
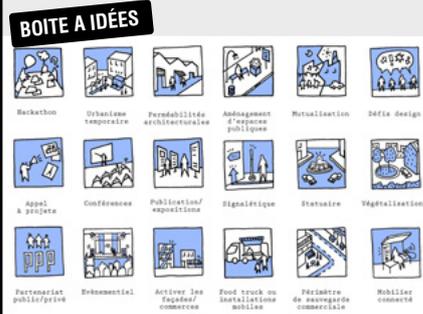
LE HACKATHON
 - Une quarantaine de participants mobilisés sur 2 jours
 - Des acteurs économiques, de la recherche et de l'enseignement, de la culture, de l'aménagement, des représentants de la société civile
 - Définition d'actions concrètes pour développer des nouveaux usages de la rue Saint-Leu



IMPLIQUER LES USAGERS
 - Journées d'écoutes des étudiants
 - Chantiers participatifs
 - Apport mobilisations d'intéressés
 - Mise en place d'une boîte à idées

LE HACKATHON

Workshop intensif de 3 jours, qui s'est déroulé les 15 et 16 janvier 2018, le «Hackathon Rue Saint-Leu» a eu pour objectif de rassembler divers acteurs de la ville pour réfléchir sur l'innovation à l'échelle urbaine. L'événement a regroupé une quarantaine d'acteurs universitaires, culturels et économiques, qui ont eu l'occasion d'échanger et de concrétiser des idées sur le futur de la ville. L'objectif était d'enclencher un processus de «mise en situation réelle», permettant de projeter des usages nouveaux sur la Rue Saint Leu afin de préparer la venue de l'université dans la Citadelle en Septembre 2018.



Maitrise d'ouvrage :
Amiens Métropole & ville d'Amiens
Accompagnement :
SATHY // BASE
Budget des travaux :
250 000 € HT (Temps 1)
Date de livraison :
Septembre 2018 (Temps 1)

Références :
 Virginie DELAFOSSE - Pacte pour l'emploi et l'innovation & Enseignement Supérieur // 03 22 97 15 38 - v.delafosse@amiens-metropole.com
 Arnold LANDAIS - Atelier Urbanisme, Architecture et Paysage // 03 22 97 12 73 - a.landais@amiens-metropole.com



LES PRINCIPES D'AMENAGEMENT

Implantation d'un motif au sol sur tout le linéaire de la rue
 L'objectif est d'animer le parcours entre le centre-ville et la Citadelle par une approche graphique et visuelle au travers de l'implantation de motifs reprenant les codes de l'héritage textile du quartier Saint-Leu.

Bancs, banquettes, tables, jardinières, terrasses, mobilier sportif et ludique...
 Diffusion sur l'ensemble des espaces publics de la rue d'une gamme de mobilier urbain destinée à recréer des lieux de convivialité, dans l'objectif de permettre une redécouverte et la pratique de nouveaux usages à destination d'un public diversifié.

Processus de co-construction
 La démarche de projet s'appuie sur les ressources et compétences locales pour mettre en œuvre et réaliser les aménagements envisagés au travers de chantiers participatifs pouvant mobiliser habitants, étudiants, structures associatives ou publics scolaires.

CONSEIL DE LA VIE ÉTUDIANTE

DE LA MÉTROPOLE DU GRAND NANCY,
CONSTRUIRE LES POLITIQUES DE VIE
ÉTUDIANTE AVEC LES ÉTUDIANTS

MOBILITÉS

CULTURE

EN
CHIFFRES

Près d'**1** habitant
sur **5** est étudiant

36 membres dont
26 étudiants

Depuis sa création :
18 séances plénières,
27 commissions
37 groupes de travail

SPORT

CONTACTEZ-NOUS

Métropole du Grand Nancy
Service Développement Universitaire

anne.colin@grandnancy.eu

03 54 50 20 16

f CVE - Conseil de la Vie Étudiante du Grand Nancy

Avec 51 000 étudiants, la Métropole du Grand Nancy conduit depuis de nombreuses années une politique visant à soutenir le développement universitaire au bénéfice de l'attractivité du territoire.

Espace de dialogue permanent avec les étudiants, le Conseil de la Vie Étudiante permet d'envisager et de co-construire avec eux des projets répondant à leurs besoins et à leurs modes de vie. Depuis sa création en 2009, il est le lieu de propositions et de solutions concrètes au service de la qualité de vie des étudiants du Grand Nancy.

Instance participative composée d'étudiants et de personnels représentatifs de l'ensemble des établissements d'enseignement supérieur de la Métropole et des institutions de la vie étudiante, le CVE se réunit tout au long de l'année universitaire.

Logement, transports, prévention des risques en milieu festif, développement durable, culture ... sont autant de thématiques abordées par le CVE. Les thèmes sont définis par ses membres eux-mêmes. Le Président de la Métropole peut également lui adresser des saisines.

Le CVE dispose d'un accompagnement technique et de moyens dédiés par la Métropole du Grand Nancy.

ACCUEIL



Conseil de la Vie Étudiante
du Grand Nancy

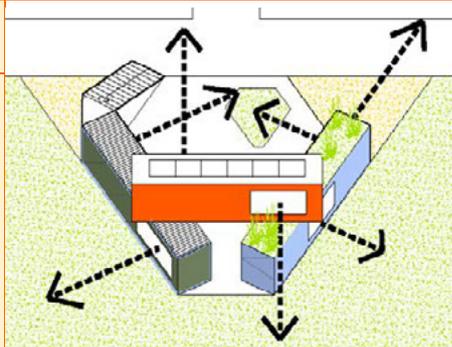
métropole
GrandNancy
Eurocité humaine

Un projet d'innovation sociale hybride au profit du bien-vivre sur des campus éco-responsables



Présidence de l'Université Rennes 2- Mission Développement Durable

Porteur du projet : Quenault Béatrice
Fonction : Chargée de mission DD&RS
Adresse : Campus Villejean, Place du
Recteur Henri Le Moal, CS 24307, 35043,
Rennes cedex, Bât. Présidence, P. 617
Mél : beatrice.quenault@univ-rennes2.fr
Tél : 06-42-51-90-82



Une triple vocation et de multiples enjeux pour l'écosystème local de l'ESS

- ❖ **Espace de solidarité** destiné à accueillir une ressourcerie et une épicerie gratuite étudiante et d'autres pratiques collaboratives autour du don, du réemploi dans une logique de solidarité, d'économie circulaire et de fonctionnalité et de lutte contre les gaspillages ;
- ❖ **Espace d'aménité** pour le ressourcement des usagers du campus et des habitant.e.s du quartier favorisant le renforcement du lien social et le bien vivre-ensemble ;
- ❖ **Espace de créativité** pour créer une dynamique de co-working à l'image des fabriques à initiatives citoyennes favorisant les fertilisations croisées pour l'émergence d'expérimentations et d'un entrepreneuriat étudiant tourné vers l'ESS.
- ❖ Créer un **lieu d'innovation sociale** sur le territoire rennais au bénéfice des publics fragilisés
- ❖ Participer à un **nouveau projet de territoire** sur la métropole rennaise et renforcer les **liens intercampus** et l'**ancrage territorial**
- ❖ Développer des **liens forts et à long terme** avec les acteurs socio-économiques impliqués dans l'ESS (collectivités, associations, entreprises, etc.)
- ❖ Participer à une **réflexion commune entre universitaires et professionnels** sur les défis de l'entrepreneuriat étudiant dans le champ de l'ESS
- ❖ **Favoriser l'insertion professionnelle des étudiant.e.s** inscrit.e.s dans les formations associées (MASTER ESS) et contribuer au dynamisme de la recherche dans ces domaines

Date de mise en œuvre : juin 2019

Mots clés : ECONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE // DÉVELOPPEMENT DURABLE // INNOVATION SOCIALE // SOLIDARITÉ // CRÉATIVITÉ // PARTENARIAT

Un projet multipartenaires soutenu financièrement par : Caisse des Dépôts, MGEN, CASDEN, Fondation de Rennes 1



Une Responsabilité Sociétale de l'Université en Archipel

Afev / Université de Lorraine

Un levier d'attractivité et de réussite en Lorraine

L'Université de Lorraine est implantée sur l'ensemble du territoire lorrain. Cela traduit la volonté de permettre un véritable accès de proximité à l'enseignement supérieur et d'être un acteur de l'attractivité de territoires fortement impactés par le chômage, la pauvreté et la désertification.

L'Université et l'Afev souhaitent développer une Responsabilité Sociétale en Archipel, en partenariat avec les Villes de Longwy, Epinal, Sarreguemines, Bitche, Nancy et Metz. Le projet reposera sur **l'engagement des étudiants et l'accompagnement d'enfants et de jeunes en difficulté scolaire et sociale.**

Finalités

- **Le renforcement et le développement de l'attractivité de l'université et des territoires désindustrialisés**
- **L'élargissement de l'accès à l'enseignement supérieur**
- **La facilitation de la réussite étudiante**
- **La formation des citoyens**

En prenant appui sur la centralité territorialisée de l'Université de Lorraine, sur les partenaires de l'enseignement

supérieur (CROUS, collectivités,...), et sur les partenaires éducatifs (Education nationale, établissements, prévention, insertion professionnelle des jeunes,...), l'Afev proposera des expérimentations ciblées **d'accueil et d'accompagnement des étudiants, de logement étudiant et de dynamisation de la vie étudiante** pour faire émerger de nouveaux systèmes d'intervention éducative et sociale.

Le projet est inspiré du programme "Aim Higher" : élever les aspirations (raising aspirations) des élèves défavorisés en rapprochant les établissements du Supérieur et ceux du Secondaire, et en multipliant les actions conjointes.

Méthodologie Enquêtes / Entretiens / Focus Group / Expérimentations territorialisées

Budget 50 000 €.

> De février 2018 à juin 2019



Contact :
Virginie MORALES LA MURA
Déléguée régionale Afev Grand Est
virginie.moraleslamura@afev.org
06 13 51 72 88